



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/47/715
10 décembre 1992
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN LIBRARY
DEC 17 1992
UN CA QUESTION

Quarante-septième session
Point 96 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES,
QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES ET AUX PERSONNES
DEPLACEES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES

QUESTIONS RELATIVES AUX REFUGIES, AUX RAPATRIES
ET AUX PERSONNES DEPLACEES

QUESTIONS HUMANITAIRES

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : M. Vitavas SRIVIHOK (Thaïlande)

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 18 septembre 1992, l'Assemblée générale a décidé, sur recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-septième session un point intitulé :

"Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et questions humanitaires :

- a) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;
- b) Questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées;
- c) Questions humanitaires"

et de le renvoyer à la Troisième Commission.

2. La Commission a examiné le point à ses 34e à 39e et 41e à 43e séances, du 10 au 13 et du 16 au 18 novembre 1992. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.3/47/SR.34 à 39 et 41 à 43).

3. Pour cet examen, la Commission disposait des documents suivants :

a) Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/47/12 1/ et Add.1) 2/;

b) Rapport du Secrétaire général sur le nouvel ordre humanitaire international (A/47/352);

c) Rapport du Secrétaire général sur la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (A/47/364);

d) Rapport du Secrétaire général sur l'assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique (A/47/529 et Corr.1);

e) Rapport du Secrétaire général sur l'Assistance humanitaire aux victimes des catastrophes naturelles et situations d'urgence du même ordre (A/47/540);

f) Lettre datée du 11 février 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Libéria auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/91-S/23585);

g) Lettre datée du 23 mars 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/131);

h) Lettre datée du 20 avril 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/178);

i) Lettre datée du 17 juin 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/280);

j) Lettre datée du 29 juin 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/296);

1/ Document officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 12 (A/47/12).

2/ A paraître comme Supplément No 12A des Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session (A/47/12/Add.1).

/...

k) Lettre datée du 28 juillet 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Singapour auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/351-S/24357);

l) Lettre datée du 6 août 1992, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Mauritanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/365);

m) Lettre datée du 17 août 1992, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente des Iles Salomon auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/391);

n) Lettre datée du 2 septembre 1992, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/420-S/24519);

o) Lettre datée du 25 août 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/564);

p) Lettre datée du 6 novembre 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/638-S/24772);

q) Lettre datée du 20 octobre 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Suède auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/47/569).

4. A la 34e séance, le 10 novembre, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a fait une déclaration liminaire (voir A/C.3/47/SR.34).

5. A la même séance, le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires a fait une déclaration liminaire (voir A/C.3/47/LR.34).

6. A la 41e séance, le 16 novembre, le Directeur des affaires extérieures et Chef de Cabinet du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a fait des observations finales (voir A/C.3/47/SR.41).

II. EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION PROPOSES

A. Projet de résolution A/C.3/47/L.27

7. A la 41e séance, le 16 novembre, un projet de résolution intitulé "Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale" (A/C.3/47/L.27) a été présenté par le représentant du Honduras au nom des pays suivants : Allemagne, Argentine, Belize, Bolivie, Chili, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Haïti, Honduras, Italie, Jamaïque, Mexique, Nicarague, Norvège, Panama, Suède, Suriname, Uruguay et Venezuela. Par la suite, la Belgique, la Colombie, la Côte d'Ivoire, la Croatie, l'Egypte, le Maroc et le Nigéria se sont portés coauteurs du projet de résolution.

/...

8. A la 43e séance, le 18 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/47/L.27 sans procéder à un vote (voir par. 26, projet de résolution I).

B. Projet de résolution A/C.3/47/L.34

9. A la 41e séance, le 16 novembre, un projet de résolution intitulé "Maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés" (A/C.3/47/L.34) a été présenté par le représentant de la Norvège au nom des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Canada, Chine, Chypre, Costa Rica, Danemark, Djibouti, Egypte, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Maurice, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Par la suite, l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan, le Belize, la Bulgarie, le Chili, la Côte d'Ivoire, la Croatie, la Guinée, la Guinée-Bissau, Haïti, le Honduras, le Liechtenstein, la Malaisie, le Maroc, la Namibie, le Samoa et l'Uruguay se sont portés coauteurs du projet de résolution.

10. A sa 43e séance, le 18 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/47/L.34 sans procéder à un vote (voir par. 26, projet de résolution II).

C. Projet de décision A/C.3/47/L.35

11. A la 41e séance, le 16 novembre, le Président de la Troisième Commission a présenté un projet de décision (A/C.3/47/L.35) intitulé "Prisonniers de guerre et personnes disparues par suite de la guerre en Afghanistan".

12. A la 43e séance, le 18 novembre, le Président a révisé le projet de décision en y ajoutant le texte suivant :

"Les Gouvernements des Etats nouvellement indépendants concernés et le Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan sont également encouragés à entamer des négociations et maintenir des contacts en toute bonne foi en vue d'atteindre l'objectif humanitaire susvisé."

13. A la même séance, la Commission a adopté le projet de décision A/C.3/47/L.35, tel que révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 27).

D. Projet de résolution A/C.3/47/L.36

14. A la 42e séance, le 17 novembre, un projet de résolution intitulé "Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés" (A/C.3/47/L.36) a été présenté par le représentant de la Norvège au nom des pays suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chili,

/...

Chypre, Costa Rica, Danemark, Egypte, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Maroc, Maurice, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Uruguay et Venezuela. Par la suite, l'Afghanistan, l'Albanie, l'Azerbaïdjan, le Belize, le Burundi, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Croatie, la Guinée-Bissau, Haïti, la Namibie, la République de Corée, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Samoa et le Togo se sont portés coauteurs du projet de résolution.

15. Lorsqu'il a présenté le projet de résolution, le représentant de la Norvège a apporté oralement les modifications suivantes au paragraphe 17 du projet :

a) Au début du paragraphe, le mot "Souligne" a été remplacé par le mot "Constate";

b) Avant les mots "le Haut Commissaire", les mots "prie instamment" ont été remplacés par le mot "encourage".

16. A la 43e séance, le 18 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/47/L.36, tel que révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 26, projet de résolution III).

E. Projet de résolution A/C.3/47/L.37

17. A la 42e séance, le 17 novembre, un projet de résolution intitulé "Nouvel ordre humanitaire international" (A/C.3/47/L.37) a été présenté par le représentant de la Jordanie au nom des pays suivants : Bangladesh, Egypte, Fédération de Russie, France, Gambie, Honduras, Indonésie, Italie, Jamaïque, Jordanie, Liban, Maroc, Mongolie, Pakistan, Qatar, Pérou, Roumanie, Sierra Leone, Soudan, Tunisie et Yémen. Par la suite, Chypre, Djibouti, la Jamahiriya arabe libyenne, la Mauritanie, le Nigéria, l'Oman, les Philippines et le Togo se sont portés coauteurs du projet de résolution.

18. A sa 43e séance, le 18 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/47/L.37 sans procéder à un vote (voir par. 26, projet de résolution IV).

19. A la même séance, les représentants de l'Algérie et de la Barbade ont fait des déclarations avant l'adoption du projet de résolution.

20. A la même séance, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait une déclaration après l'adoption du projet de résolution.

F. Projet de résolution A/C.3/47/L.38

21. A la 42e séance, le 17 novembre, un projet de résolution intitulé "Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique"

/...

(A/C.3/47/L.38) a été présenté par le représentant de l'Autriche au nom des pays suivants : Allemagne, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belgique, Botswana, Burkina Faso, Chili, Chine, Cuba, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Finlande, France, Guinée-Bissau, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, République centrafricaine, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Soudan, Suède, Tchad, Turquie et Zambie. Par la suite, l'Afghanistan, l'Angola, le Bénin, le Burundi, le Cameroun, le Canada, Chypre, la Côte d'Ivoire, la Croatie, le Danemark, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, la Guinée, Haïti, le Honduras, l'Inde, l'Islande, le Luxembourg, le Nigéria, l'Ouganda, la République de Corée, le Rwanda, le Samoa, la Sierra Leone et le Togo se sont portés coauteurs du projet de résolution.

22. Lorsqu'il a présenté le projet de résolution, le représentant de l'Autriche y a apporté oralement les modifications suivantes :

a) Au seizième alinéa du préambule, il convient d'ajouter, après les mots "personnes déplacées", les mots "hors de leur pays";

b) Au dix-huitième alinéa du préambule, il convient de remplacer, après les mots "Gouvernement de Djibouti et le", le mot "Commissariat" par le mot "Commissaire".

23. A la 43e séance, le 18 novembre, le représentant de l'Autriche a révisé oralement le paragraphe 8 du projet de résolution en ajoutant, après le mot "Commissaire" les mots "des Nations Unies pour les réfugiés, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat".

24. A la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/47/L.38, tel que révisé oralement, sans procéder à un vote (voir par. 26, projet de résolution V).

25. A la même séance, le représentant de Djibouti a fait une déclaration avant l'adoption du projet de résolution.

III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIEME COMMISSION

26. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 42/1 du 7 octobre 1987, 42/110 du 7 décembre 1987, 42/204 du 11 décembre 1987, 42/231 du 12 mai 1988, 43/118 du 8 décembre 1988, 44/139 du 15 décembre 1989, 45/141 du 14 décembre 1990 et 46/107 du 16 décembre 1991,

/...

Rappelant également que la convocation de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale découlait de l'initiative des présidents des pays d'Amérique centrale qui s'était concrétisée dans le Processus à suivre pour instaurer une paix stable et durable en Amérique centrale, conclu lors de la réunion au sommet Esquipulas II en août 1987 3/, ainsi qu'il était indiqué dans le communiqué de San Salvador sur les réfugiés d'Amérique centrale, en date du 9 septembre 1988 4/.

Reconnaissant l'importance et la validité de la Déclaration et du Plan d'action concerté en faveur des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées d'Amérique centrale, adoptés par la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale tenue à Guatemala du 29 au 31 mai 1989 5/ et de la Déclaration de la première Réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence 6/, et en particulier du cadre de référence contenu dans le Plan d'action concerté,

Prenant note avec satisfaction des efforts concertés que déploient les pays d'Amérique centrale, le Belize et le Mexique pour trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés, rapatriés et personnes déplacées conformément aux dispositions et objectifs du Plan d'action concerté, en tant que partie intégrante des efforts faits pour instaurer une paix stable et durable et la démocratisation dans la région,

Accueillant avec satisfaction les accords de paix conclus dans le cadre du processus de paix en El Salvador, visant la concertation de tous les groupes nationaux, le dialogue de paix au Guatemala et les progrès réalisés par le Nicaragua dans l'application de sa politique de réconciliation nationale et dans l'attention portée aux populations déracinées, progrès qui continuent de stimuler des mouvements de rapatriement librement consenti ainsi que l'installation des populations déplacées à l'intérieur du territoire,

Soulignant l'appui substantiel que, entre autres, le Secrétaire général, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Programme des Nations Unies pour le développement, la communauté des donateurs et les organisations non gouvernementales nationales et internationales fournissent à la Conférence depuis sa création,

Prenant acte du communiqué de la deuxième Réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence, tenue à Managua le 29 septembre 1992,

3/ A/42/521-S/19085, annexe; voir Documents officiels du Conseil de sécurité, quarante-deuxième année, Supplément de juillet, août et septembre 1987, document S/19085.

4/ A/C.3/43/6, annexe.

5/ Voir A/44/527 et Corr.1, annexe.

6/ CIREFCA/CS/90/10.

/...

Convaincue que la paix, la liberté, le développement et la démocratie sont indispensables pour régler les problèmes des populations déracinées de la région,

1. Prend note des rapports présentés par le Secrétaire général 7/ et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 8/, ainsi que du deuxième rapport sur les progrès accomplis dans l'exécution du Plan d'action concerté de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale;

2. Se félicite des résultats des réunions du Comité de suivi de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, tenues à San José les 2 et 3 avril 1991, à San Pedro Sula (Honduras) du 17 au 19 juin 1991, à Tegucigalpa les 13 et 14 août 1991, à Managua les 25 et 26 octobre 1991, à San Salvador les 7 et 8 avril 1992 et à Managua le 29 septembre et le 28 octobre 1992;

3. Demande instamment aux pays d'Amérique centrale, au Belize et au Mexique de continuer à appliquer et à suivre les programmes en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées, conformément à leurs plans nationaux de développement;

4. Réaffirme sa conviction que le rapatriement librement consenti des réfugiés et le retour des personnes déplacées dans leur pays ou communauté d'origine est une des manifestations les plus positives des progrès réalisés sur la voie de la paix dans la région;

5. Se déclare convaincue que les processus de retour et de réinsertion dans les pays et les communautés d'origine doivent s'effectuer dans la dignité et la sécurité, avec les garanties nécessaires pour assurer l'inclusion des populations touchées dans les plans nationaux de développement;

6. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, au Programme des Nations Unies pour le développement et à tous les autres organismes des Nations Unies de continuer à fournir un appui en participant à la planification, à l'exécution, à l'évaluation et au suivi des programmes résultant du processus de la Conférence;

7. Appuie les gouvernements des pays d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique, désireux de connaître d'urgence avec plus de précision le soutien qu'apportera le Programme des Nations Unies pour le développement dans l'avenir immédiat, une fois que l'étape d'urgence sera terminée, avec l'aide

7/ A/47/364.

8/ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 12 (A/47/12), par. 161 à 164; et ibid., Supplément No 12A (A/47/12/Add.1), par. 28.

du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, et que s'amorcera la transition vers un processus de développement durable des populations bénéficiaires dans le cadre de la Conférence;

8. Se félicite des progrès accomplis dans l'exécution du Programme de développement en faveur des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés, et demande instamment aux pays d'Amérique centrale de continuer à apporter leur ferme appui pour que les objectifs de ce programme soient réalisés;

9. Demande instamment à la communauté internationale, en particulier aux pays donateurs, de continuer à renforcer leur appui à la Conférence et à fournir les ressources nécessaires afin que l'on puisse atteindre effectivement les buts et objectifs du Plan d'action concerté et raffermir les progrès réalisés à ce jour pour ce qui est de l'assistance humanitaire et de l'aide accordée aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées de la région;

10. Se félicite de l'attention particulière que les pays d'Amérique centrale, le Belize et le Mexique prêtent aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés, rapatriés et déplacés, ainsi que des mesures adoptées pour protéger et améliorer l'environnement et pour préserver les valeurs ethniques et culturelles;

11. Décide de soutenir sans réserve les Déclarations émanant de la deuxième Réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, tenue à San Salvador les 7 et 8 avril 1992 et à Managua le 29 septembre et le 28 octobre 1992;

12. Soutient l'initiative des gouvernements des pays d'Amérique centrale, du Belize et du Mexique visant à prolonger la durée du processus de la Conférence jusqu'en mai 1994, car des besoins nouveaux sont apparus à la suite des changements survenus dans la région;

13. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution.

PROJET DE RESOLUTION II

Maintien du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 42/108 du 7 décembre 1987, dans laquelle elle a décidé d'examiner à nouveau, au plus tard lors de sa quarante-septième session, les dispositions relatives au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en vue de déterminer s'il y avait lieu de proroger son mandat au-delà du 31 décembre 1993,

/...

Consciente de la nécessité d'une action internationale concertée en faveur des réfugiés et des personnes déplacées, toujours plus nombreux, dont s'occupe le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés,

Considérant l'oeuvre remarquable que le Haut Commissariat a accomplie en fournissant protection internationale et assistance matérielle aux réfugiés et aux personnes déplacées et en s'employant à faire en sorte que des solutions permanentes soient apportées à leurs problèmes,

Notant avec une grande satisfaction l'efficacité avec laquelle le Haut Commissariat s'est acquitté des diverses tâches humanitaires essentielles qui lui avaient été confiées,

1. Décide de proroger le mandat du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour une nouvelle période de cinq ans, à compter du 1er janvier 1994;

2. Décide d'examiner à nouveau, au plus tard lors de sa cinquante-deuxième session, les dispositions relatives au Haut Commissariat, afin de déterminer s'il y a lieu de proroger son mandat au-delà du 31 décembre 1998.

PROJET DE RESOLUTION III

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur les activités du Haut Commissariat 9/, ainsi que le rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire sur les travaux de sa quarante-troisième session 10/, et prenant note de la déclaration faite par le Haut Commissaire le 10 novembre 1992 11/,

Rappelant sa résolution 46/106 du 16 décembre 1991,

Réaffirmant le caractère purement humanitaire et non politique des activités du Haut Commissariat ainsi que l'importance fondamentale que revêt la fonction de protection internationale du Haut Commissaire et la nécessité, pour les Etats, de coopérer avec le Haut Commissaire dans l'exercice de cette responsabilité essentielle et d'importance capitale,

9/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-septième session, Supplément No 12 (A/47/12).

10/ Ibid., Supplément No 12A (A/47/12/Add.1).

11/ Voir A/C.3/47/SR.34.

Notant avec satisfaction que 114 Etats sont maintenant parties soit à la Convention de 1951 12/, soit au Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés 13/, soit à ces deux instruments,

Se félicitant du soutien précieux que les gouvernements apportent au Haut Commissaire dans l'accomplissement de ses tâches humanitaires,

Notant avec préoccupation que le nombre des réfugiés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissaire ainsi que celui des autres personnes auxquelles le Haut Commissariat est prié d'apporter assistance et protection ont continué de s'accroître et que leur protection continue d'être gravement compromise dans de nombreuses situations, du fait de la non-admission, de l'expulsion, du refoulement et de la détention injustifiée, ainsi que d'autres menaces à leur sécurité physique, à leur dignité et à leur bien-être et du non-respect des droits fondamentaux de l'homme,

Se félicitant des efforts constants que déploie le Haut Commissaire pour améliorer la situation des femmes et des enfants réfugiés, qui constituent la majorité des réfugiés et qui sont dans bien des cas exposés à toutes sortes de situations difficiles compromettant leur protection physique et juridique ainsi que leur bien-être psychologique et matériel,

Soulignant que les Etats doivent aider le Haut Commissaire dans les efforts qu'il déploie pour trouver rapidement des solutions durables aux problèmes des réfugiés à partir d'approches nouvelles qui tiennent compte de l'ampleur et des caractéristiques actuelles de ces problèmes et se fondent sur le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme et sur les principes et objectifs internationalement acceptés en matière de protection,

Se félicitant que le Haut Commissaire, conformément à son mandat et à ses responsabilités, soit résolu à étudier et à prendre des initiatives destinées à éviter que ne se produisent des conditions génératrices de courants de réfugiés, ainsi qu'à renforcer les mécanismes de préparation et de réaction et à privilégier la solution concertée du rapatriement librement consenti,

Félicitant les Etats, notamment les pays les moins avancés, qui, malgré les graves problèmes économiques et de développement auxquels ils se heurtent eux-mêmes, continuent d'accueillir sur leur territoire un grand nombre des réfugiés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissaire, et soulignant la nécessité de répartir le plus possible, par le biais de l'assistance internationale, y compris l'aide au développement, et par la promotion de solutions durables, la charge que doivent supporter ces Etats,

12/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 189, No 2545.

13/ Ibid., vol. 606, No 8791.

Félicitant le Haut Commissaire et son personnel du dévouement avec lequel ils s'acquittent de leurs responsabilités et rendant spécialement hommage aux membres du personnel qui sont morts dans l'exercice de leurs fonctions,

1. Réaffirme énergiquement l'importance fondamentale que revêt la fonction de protection internationale du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et la nécessité pour les Etats de coopérer pleinement avec le Haut Commissariat dans l'accomplissement de cette fonction, notamment en adhérant aux instruments internationaux et régionaux pertinents et en les appliquant intégralement et effectivement;

2. Est consciente de l'ampleur et de la complexité croissantes des problèmes actuels des réfugiés, du risque de voir de nouveaux courants de réfugiés dans certains pays ou régions et des défis que représente la protection des réfugiés;

3. Souligne qu'il faut absolument maintenir parmi les préoccupations politiques internationales toutes les questions relatives aux courants de réfugiés, de personnes déplacées et de demandeurs d'asile et aux autres courants migratoires, en particulier la question des approches axées sur la recherche de solutions pour faire face aux problèmes actuels des réfugiés et à leurs causes;

4. Demande à tous les Etats de s'abstenir de prendre des mesures de nature à compromettre le principe de l'asile, notamment en renvoyant ou expulsant des réfugiés et des demandeurs d'asile contrairement à l'interdiction fondamentale de ces pratiques, et les prie instamment d'instituer des procédures justes et efficaces permettant de déterminer le statut de réfugié et de continuer à traiter les réfugiés avec humanité et à leur accorder le droit d'asile;

5. Se déclare profondément préoccupée par la persistance de problèmes dans certains pays ou régions, qui compromettent gravement la sécurité ou le bien-être des réfugiés, y compris des cas de refoulement, d'expulsion, de sévices et de détention dans des conditions inacceptables, et demande aux Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir le respect des principes afférents à la protection des réfugiés et traiter les demandeurs d'asile avec humanité, conformément aux normes internationalement admises en matière de droits de l'homme;

6. Note avec satisfaction les progrès de la mise en oeuvre des Principes directeurs sur la protection des femmes réfugiées ^{14/} et invite les Etats, le Haut Commissaire et les autres parties intéressées à collaborer en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination, d'exploitation sexuelle et

^{14/} Voir document EC/SCP/67, annexe, Rapport du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire.

de violence à l'égard des femmes réfugiées et demandeuses d'asile et de favoriser leur participation active à la prise des décisions qui concernent leur vie et leur communauté;

7. Se félicite de la nomination d'une Coordonnatrice principale pour les enfants réfugiés et réaffirme qu'il importe d'encourager l'adoption de mesures visant à assurer la protection et le bien-être des enfants réfugiés, surtout des mineurs non accompagnés, en coordination avec les Etats et les autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales;

8. Se félicite aussi de la proposition du Haut Commissaire visant à nommer un Coordonnateur pour l'environnement chargé d'élaborer des principes directeurs et de prendre d'autres mesures visant à intégrer le souci de l'environnement aux programmes du Haut Commissariat, surtout dans les pays les moins avancés, compte tenu de l'incidence sur l'environnement du grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissaire;

9. Réaffirme qu'il importe de trouver des solutions durables aux problèmes des réfugiés, notamment le rapatriement librement consenti, l'intégration dans le pays d'asile et la réinstallation dans des pays tiers, selon les cas, et prie instamment tous les Etats et les organismes compétents d'aider le Haut Commissaire à trouver des solutions durables au problème des réfugiés et des personnes déplacées, dont s'occupe le Haut Commissariat, en privilégiant l'option du rapatriement librement consenti;

10. Souligne énergiquement la responsabilité des Etats, s'agissant notamment des pays d'origine, y compris pour ce qui est de s'attaquer aux causes profondes et de faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés et le retour, conformément à la pratique internationale, de leurs ressortissants qui ne sont pas des réfugiés;

11. Note les importantes opérations de rapatriement librement consenti organisées en 1992 et invite instamment tous les Etats et les organismes compétents à aider le Haut Commissaire à poursuivre et intensifier son action visant à créer des conditions favorables à cette forme de rapatriement dans la sécurité et la dignité;

12. Prie instamment le Haut Commissaire de continuer de s'employer à faire participer les organismes de développement internationaux, nationaux et intergouvernementaux, ainsi que les organisations non gouvernementales, aux phases de préparation du rapatriement librement consenti pour que l'aide de base à la réintégration soit complétée par des initiatives de développement plus vastes, axées sur les zones de retour;

13. Se félicite que le Haut Commissaire redouble d'efforts pour étudier des stratégies de protection et d'assistance visant à prévenir les situations provoquant des mouvements de réfugiés et à en traiter les causes profondes, et le prie instamment de poursuivre ces efforts compte tenu des principes fondamentaux relatifs à la protection et de son mandat, en liaison étroite

/...

avec les gouvernements intéressés et dans le cadre de dispositifs interinstitutions, intergouvernementaux ou non gouvernementaux, selon qu'il conviendra;

14. Se félicite, à cet égard, des efforts déployés par le Haut Commissaire, à la demande expresse du Secrétaire général ou des principaux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et avec l'accord de l'Etat intéressé, pour mener des activités en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, compte tenu de la complémentarité des mandats et des responsabilités d'autres organismes compétents;

15. Considère qu'il importe de promouvoir le droit des réfugiés pour contribuer à la capacité d'intervention en cas d'urgence, ainsi que pour faciliter la prévention et la solution des problèmes des réfugiés, et prie le Haut Commissaire de continuer de développer les activités de formation et de promotion du Haut Commissariat;

16. Déplore vivement l'intolérance ethnique et autre, qui est l'une des principales causes des migrations forcées, et invite instamment les Etats à faire le nécessaire pour assurer le respect des droits de l'homme, surtout les droits des personnes appartenant à des minorités;

17. Constate les rapports qui existent entre les situations provoquant des flux de réfugiés et le non-respect des droits de l'homme, et encourage le Haut Commissaire à continuer d'intensifier la coopération avec la Commission des droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme et les organisations compétentes;

18. Se déclare préoccupée par la xénophobie et les attitudes racistes manifestées par des groupes de population dans plusieurs pays recevant des réfugiés et des demandeurs d'asile, qui mettent ceux-ci gravement en danger, et engage donc les Etats et le Haut Commissariat à continuer de promouvoir activement au sein des communautés nationales une meilleure compréhension du sort des réfugiés et demandeurs d'asile;

19. Se félicite des progrès réalisés par le Haut Commissaire en vue de mettre le Haut Commissariat mieux à même de faire face aux situations d'urgence et l'encourage à continuer d'oeuvrer étroitement avec le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires ainsi qu'avec d'autres organismes des Nations Unies et des organisations gouvernementales, intergouvernementales ou non gouvernementales, pour faire face de façon coordonnée et efficace aux situations humanitaires d'urgence complexes;

20. Se déclare profondément préoccupée par les situations qui, dans plusieurs pays ou régions, compromettent gravement l'acheminement de l'assistance humanitaire et la sécurité du personnel du Haut Commissariat et des autres équipes de secours, déplore les pertes récentes en vies humaines parmi le personnel participant aux opérations humanitaires et invite les Etats

à faire le nécessaire pour que l'aide humanitaire soit acheminée rapidement et sans danger et que soit assurée la sécurité du personnel international et local menant une action humanitaire dans leurs pays;

21. Se déclare profondément reconnaissante de l'aide humanitaire généreuse apportée par les pays d'accueil, en particulier les pays en développement qui, malgré la modicité de leurs ressources, continuent d'accueillir un grand nombre de réfugiés;

22. Demande instamment à la communauté internationale, notamment aux organisations non gouvernementales, conformément aux principes de la solidarité et de l'entraide internationales, de continuer d'aider les pays visés ci-dessus et le Haut Commissaire à faire face à la charge supplémentaire que représente l'entretien des réfugiés et des personnes en quête d'asile;

23. Invite tous les gouvernements et autres donateurs à contribuer aux programmes du Haut Commissaire et, compte tenu de la nécessité de mieux répartir les charges entre les donateurs, à aider le Haut Commissaire à obtenir en temps opportun des ressources additionnelles de sources gouvernementales traditionnelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat.

PROJET DE RESOLUTION IV

Nouvel ordre humanitaire international

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 36/136 du 14 décembre 1981, 37/201 du 18 décembre 1982, 38/125 du 16 décembre 1983, 40/126 du 13 décembre 1985, 42/120 du 7 décembre 1987, 43/129 du 8 décembre 1988 et 45/101 du 14 décembre 1990 relatives à la promotion d'un nouvel ordre humanitaire international,

Rappelant aussi ses résolutions 42/121 du 7 décembre 1987, 43/130 du 8 décembre 1988 et 45/102 du 14 décembre 1990, relatives à la promotion de la coopération internationale dans le domaine humanitaire,

Prenant note des rapports du Secrétaire général 15/ et des observations formulées par divers gouvernements, institutions spécialisées des Nations Unies et organisations non gouvernementales,

Prenant note des mesures prises par les institutions spécialisées et les programmes des Nations Unies en ce qui concerne les questions humanitaires,

15/ A/37/145, A/38/450, A/40/348 et Add.1 et 2, A/41/472, A/43/734 et Add.1, A/45/524 et A/47/352.

examinées par la Commission indépendante pour l'étude des questions humanitaires internationales, qui relèvent de leur compétence respective,

Convaincue que la solution des problèmes humanitaires passe par la coopération et l'harmonisation, au niveau international, des mesures prises par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les particuliers,

Constatant avec préoccupation qu'il demeure nécessaire de renforcer encore les mesures que la communauté internationale prend pour faire face à des problèmes humanitaires de plus en plus graves et d'entreprendre une action humanitaire créatrice aux niveaux international, régional et national afin d'atténuer les souffrances et de promouvoir des solutions durables aux problèmes humanitaires,

Constatant aussi qu'il est nécessaire de donner activement suite aux recommandations et suggestions formulées par la Commission indépendante et notant le rôle joué à cet égard par le Bureau indépendant pour les questions humanitaires créé à cette fin,

1. Remercie le Secrétaire général de l'appui actif qu'il continue d'apporter aux efforts visant à promouvoir un nouvel ordre humanitaire international;

2. Invite instamment les gouvernements ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales qui ne l'ont pas encore fait à communiquer au Secrétaire général leurs observations et leurs avis techniques touchant l'ordre humanitaire et le rapport de la Commission indépendante pour l'étude des questions humanitaires internationales;

3. Invite les gouvernements à communiquer volontairement au Secrétaire général des informations et des avis sur les questions humanitaires qui les intéressent, de façon que les possibilités d'intervention future puissent être identifiées;

4. Engage les gouvernements, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à développer encore la coopération internationale dans le domaine humanitaire;

5. Réaffirme que la coopération internationale dans le domaine humanitaire favorisera une meilleure compréhension, le respect mutuel, la confiance et la tolérance entre les pays et les peuples, contribuant ainsi à l'avènement d'un monde plus juste et non violent;

6. Invite le Bureau indépendant pour les questions humanitaires à poursuivre et intensifier encore son rôle essentiel de suivi des travaux de la Commission indépendante;

/...

7. Encourage la communauté internationale à contribuer généreusement et régulièrement aux activités à caractère humanitaire entreprises sur le plan international qui sont nécessaires pour promouvoir un nouvel ordre humanitaire;

8. Prie le Secrétaire général de rester en contact avec les gouvernements ainsi qu'avec les organisations gouvernementales et non gouvernementales et le Bureau indépendant pour les questions humanitaires et de rendre compte à l'Assemblée générale, à sa quarante-neuvième session, des progrès qu'ils auront réalisés;

9. Décide d'examiner de nouveau la question d'un nouvel ordre humanitaire international lors de sa quarante-neuvième session.

PROJET DE RESOLUTION V

Assistance aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées en Afrique

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 46/108 du 16 décembre 1991,

Ayant examiné les rapports du Secrétaire général 16/ et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 9/,

Considérant que les pays affectés comptent pour la plupart parmi les pays les moins avancés,

Convaincue de la nécessité de renforcer la capacité du système des Nations Unies d'appliquer des programmes de secours en faveur des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées et d'en assurer la coordination générale,

Se félicitant des perspectives qui s'offrent en matière de rapatriement volontaire et de solutions durables dans l'ensemble du continent,

Considérant que les Etats doivent créer des conditions propres à prévenir les courants de réfugiés et de personnes déplacées et à favoriser le rapatriement volontaire,

Ayant à l'esprit que la majorité des réfugiés et des personnes déplacées sont des femmes et des enfants,

Sachant gré aux pays concernés de leur engagement de n'épargner aucun effort pour faciliter l'octroi d'une assistance aux populations touchées et de prendre les mesures voulues à cet égard.

Consciente de la nécessité de fournir une assistance aux pays d'accueil, en particulier à ceux qui abritent depuis longtemps des réfugiés sur leur territoire, afin de remédier à la détérioration de l'environnement et de pallier les effets négatifs sur les services publics et le processus de développement,

Reconnaissant que le Haut Commissaire a pour mandat de protéger et d'aider les réfugiés et les rapatriés et qu'il joue, de pair avec la communauté internationale et les organismes de développement, un rôle de catalyseur dans le domaine plus large du développement pour tout ce qui intéresse les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées,

Consciente de la nécessité de faciliter le travail des organisations humanitaires, en particulier la fourniture de vivres et de médicaments et la prestation de soins de santé aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, déplorant les actes d'agression commis contre le personnel des organisations humanitaires, particulièrement ceux qui ont coûté des vies humaines, et soulignant la nécessité de garantir la sécurité du personnel de ces organisations,

Profondément préoccupée de la situation humanitaire critique dans les pays d'Afrique, en particulier dans la corne de l'Afrique, par suite de la sécheresse, des conflits et des mouvements de population,

Se félicitant des initiatives régionales visant à résoudre les problèmes de réfugiés telles que la Déclaration sur les questions humanitaires adoptée au Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la corne de l'Afrique, tenu à Addis-Abeba les 8 et 9 avril 1992 17/,

Prenant en compte l'appel actualisé du Secrétaire général pour le Programme spécial d'urgence en faveur de la corne de l'Afrique,

Profondément préoccupée par la présence massive à Djibouti de réfugiés et de personnes déplacées hors de leur pays, qui représentent plus de vingt pour cent de la population totale, et par le fait que leur flux est ininterrompu à cause de la situation tragique en Somalie,

Profondément préoccupée également par les graves conséquences que la présence de réfugiés et de personnes déplacées hors de leur pays entraîne pour la situation économique et sociale de Djibouti, qui souffre déjà d'une sécheresse prolongée et du contre-coup de la situation critique qui règne dans la corne de l'Afrique,

Sachant que plus de la moitié des réfugiés et des personnes déplacées hors de leur pays présents à Djibouti se trouvent dans la capitale dans des conditions extrêmement difficiles et sans une assistance internationale

directe, d'où une pression intolérable sur les ressources limitées du pays et sur son infrastructure sociale, et en particulier de graves problèmes de sécurité,

Sachant également qu'une coopération entre le Gouvernement de Djibouti et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres organisations compétentes est nécessaire en vue de trouver des solutions alternatives pour résoudre le problème des réfugiés à Djibouti-ville et de mobiliser l'assistance extérieure nécessaire pour satisfaire leurs besoins spécifiques,

Consciente que les réfugiés qui vivent dans les camps situés en divers endroits de Djibouti sont dans une situation précaire, menacés par la famine, la malnutrition et la maladie, et ont besoin d'une assistance extérieure suffisante, qu'il s'agisse de leur fournir des vivres, une assistance médicale ou l'infrastructure qu'exigent des abris,

Profondément préoccupée de la présence massive de réfugiés, de rapatriés volontaires, de personnes déplacées et de soldats démobilisés en Ethiopie et de la charge considérable qu'elle constitue pour l'infrastructure du pays et pour ses ressources déjà insuffisantes,

Profondément préoccupée également des graves conséquences que cette situation a eues quant à l'aptitude de l'Ethiopie à faire face à la sécheresse prolongée et à remettre sur pied l'économie du pays,

Consciente du lourd fardeau que le Gouvernement éthiopien doit supporter et de la nécessité d'apporter une assistance immédiate et adéquate aux réfugiés, aux rapatriés volontaires, aux personnes déplacées, aux soldats démobilisés et aux victimes des catastrophes naturelles,

Profondément préoccupée du fardeau qu'impose au Gouvernement et au peuple kényens l'afflux constant de réfugiés dû aux conflits et à la famine qui ravagent les pays voisins,

Considérant les efforts et les sacrifices considérables que le Gouvernement kényen a faits et continue de faire pour s'attaquer à ce problème alors qu'il est confronté à une situation qui se dégrade sous l'effet de la sécheresse prolongée, dont sa propre population a souffert,

Soulignant qu'il est important et nécessaire de continuer à aider les réfugiés et les personnes déplacées au Kenya, dont le nombre est estimé à plus d'un demi-million, tant que la situation ne se sera pas améliorée,

Profondément préoccupée des conséquences tragiques que la guerre civile en Somalie continue d'avoir sur les conditions de vie de la population de ce pays, affectant quatre à cinq millions de personnes qui, soit réfugiées dans les pays voisins soit déplacées à l'intérieur du pays, ont besoin d'une aide humanitaire urgente,

/...

Consciente que le rapatriement volontaire de nombreux Somalis réfugiés dans les pays voisins et ailleurs et le retour dans leurs foyers d'origine des personnes déplacées à l'intérieur du pays exigeraient un programme d'assistance internationale planifié et intégré qui réponde aux besoins fondamentaux de ces personnes, mette en place des dispositifs d'accueil appropriés et facilite leur réinsertion dans leurs communautés respectives,

Convaincue de l'urgente nécessité d'obtenir et de fournir sans délai une aide humanitaire aux réfugiés, rapatriés ou déplacés d'origine somalie eu égard à la dégradation de la situation des personnes déplacées et des rapatriés ainsi qu'à la charge croissante que les réfugiés continuent de faire peser sur les pays hôtes,

Constatant que le Soudan abrite depuis longtemps sur son territoire un grand nombre de réfugiés,

Consciente des difficultés économiques que rencontre le Gouvernement soudanais, ainsi que de la nécessité de fournir une assistance adéquate aux réfugiés et aux personnes déplacées au Soudan et d'assurer la rénovation des zones dans lesquelles ceux-ci sont installés,

Encourageant le Gouvernement soudanais et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à poursuivre leurs efforts en vue d'assurer le rapatriement volontaire d'un grand nombre de réfugiés dans leur patrie,

Profondément préoccupée de la situation tragique des enfants réfugiés soudanais, en particulier par le problème des mineurs non accompagnés, et soulignant la nécessité d'assurer leur protection, leur bien-être et leur réunification avec leur famille,

Considérant que le rapatriement et la réintégration des rapatriés, ainsi que la réinstallation des personnes déplacées, que compliquent les catastrophes naturelles, posent au Gouvernement tchadien de graves problèmes d'ordre humanitaire, social et économique,

Consciente de l'appel lancé aux Etats Membres ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour qu'ils continuent d'apporter au Gouvernement tchadien l'assistance nécessaire pour atténuer ses difficultés et le rendre mieux apte à mettre en oeuvre le programme de rapatriement, de réintégration et de réinstallation des rapatriés volontaires et des personnes déplacées,

Sachant gré à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest des efforts de médiation qu'elle déploie de façon continue en vue de trouver une solution pacifique à la crise au Libéria et de la décision importante qui figure tant dans l'Accord de Yamoussoukro IV, en date du 29 octobre 1991, que dans le Communiqué final de l'Autorité des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, en date du 29 juillet 1992, et qui vise à régler définitivement le conflit,

Ayant à l'esprit les conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général sur l'aide humanitaire d'urgence aux personnes déplacées, aux rapatriés et aux réfugiés libériens, en particulier la nécessité de poursuivre les opérations de secours d'urgence, étant donné que la situation en ce qui concerne la sécurité n'est pas encore propice à l'organisation d'un rapatriement de grande envergure,

Tenant compte de l'appel d'urgence spécial en faveur des personnes déplacées au Libéria, lancé par le Coordonnateur spécial pour les secours d'urgence au Libéria,

Profondément préoccupée de l'afflux de personnes déplacées, de rapatriés et de réfugiés à Monrovia qui fait peser une charge considérable sur l'infrastructure et l'économie fragile du pays,

Profondément préoccupée aussi de ce que, malgré les efforts déployés pour fournir l'assistance matérielle et financière nécessaire aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées, la situation demeure précaire et a de graves conséquences pour le développement à long terme du Libéria et des pays d'Afrique de l'Ouest qui accueillent des réfugiés libériens,

Consciente de la lourde charge qui pèse sur le peuple et le Gouvernement malawiens et des sacrifices qu'ils consentent pour venir en aide aux réfugiés, étant donné le caractère limité des services sociaux et des équipements du Malawi, ainsi que de la nécessité de fournir à ce pays une assistance internationale adéquate pour lui permettre de poursuivre ses efforts d'assistance aux réfugiés,

Profondément préoccupée des graves répercussions sociales, économiques et écologiques que continue d'avoir la présence massive de ces réfugiés, ainsi que de ses lourdes conséquences pour le développement à long terme et pour l'environnement,

Tenant compte des conclusions et recommandations de la mission interinstitutions envoyée au Malawi en 1991, s'agissant en particulier de la nécessité de renforcer l'infrastructure socio-économique du pays pour qu'il puisse assurer les secours humanitaires immédiatement nécessaires aux réfugiés et au développement national à long terme,

Convaincue que, en raison de la gravité de la situation économique et en particulier de la terrible sécheresse qui sévit en Afrique australe, la communauté internationale doit octroyer d'urgence une assistance concertée aussi vaste que possible, aux pays d'Afrique australe qui accueillent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées,

Sachant gré au Haut Commissaire d'avoir mené des activités de rapatriement volontaire et de réintégration des rapatriés sud-africains et exprimant l'espoir que les obstacles au retour de tous les réfugiés et exilés, dans des conditions de sécurité et de dignité, seront levés sans retard,

/...

Consciente qu'il faut intégrer les projets de développement concernant les réfugiés aux plans de développement local et national,

1. Prend acte des rapports du Secrétaire général 16/ et du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 9/;

2. Rend hommage aux gouvernements intéressés pour les sacrifices qu'ils consentent et pour l'assistance qu'ils fournissent aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées ainsi que pour les efforts qu'ils déploient en vue de promouvoir le rapatriement volontaire et d'autres mesures visant à apporter des solutions appropriées et durables;

3. Se déclare profondément préoccupée des répercussions graves et multiples que la présence d'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées a sur les pays intéressés et de ses conséquences pour le développement socio-économique à long terme de ces pays;

4. Sait gré au Secrétaire général, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux institutions spécialisées des Nations Unies, au Comité international de la Croix-Rouge, aux pays donateurs, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales de l'aide qu'ils fournissent en vue d'améliorer le sort des nombreux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées;

5. Exprime l'espoir que des ressources additionnelles seront allouées aux programmes généraux en faveur des réfugiés de façon à répondre aux besoins de ces derniers;

6. Lance un appel aux Etats Membres, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils fournissent une assistance matérielle, financière et technique adéquate dans le cadre des programmes de secours et de réinsertion entrepris en faveur des nombreux réfugiés, rapatriés volontaires et personnes déplacées et des victimes des catastrophes naturelles;

7. Prie tous les gouvernements, ainsi que toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, d'accorder une attention particulière aux besoins spéciaux des femmes et des enfants réfugiés;

8. Demande au Secrétaire général, au Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, au Département des affaires humanitaires du Secrétariat et aux autres organismes humanitaires des Nations Unies de poursuivre leurs efforts pour mobiliser l'assistance humanitaire dans le cadre des opérations de secours, de rapatriement, de réinsertion et de réinstallation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées, y compris ceux qui vivent dans les zones urbaines;

9. Prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour mobiliser une assistance financière et matérielle adéquate afin d'assurer la pleine mise en oeuvre des projets en cours dans les zones rurales et urbaines où se trouvent des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées;

/...

10. Prie le Haut Commissaire de poursuivre ses efforts auprès des organismes appropriés des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, gouvernementales et non gouvernementales afin de renforcer et d'accroître les services essentiels destinés aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées;

11. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, un rapport complet et récapitulatif sur la situation des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées en Afrique au titre du point subsidiaire intitulé "Questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées" et de présenter un rapport oral au Conseil économique et social lors de sa session ordinaire de 1993.

27. La Troisième Commission a également recommandé à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

Prisonniers de guerre et personnes disparues par suite
de la guerre en Afghanistan

L'Assemblée générale demande au Gouvernement de la Fédération de Russie et au Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan d'entamer des négociations et des consultations en vue de régler la question humanitaire des prisonniers de guerre et des personnes disparues dans les deux camps, sur la base de la déclaration commune publiée le 14 mai 1992 par la Fédération de Russie et l'Etat islamique d'Afghanistan, dans laquelle les deux parties se sont déclarées disposées à faire le nécessaire pour que tous les prisonniers de guerre soient remis en liberté le plus tôt possible et sans conditions et à chercher à localiser les personnes disparues, pour leur donner la possibilité de rentrer dans leur pays sans entrave. Les gouvernements des Etats nouvellement indépendants concernés et le Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan sont également encouragés à entamer des négociations et maintenir des contacts en toute bonne foi en vue d'atteindre l'objectif humanitaire susvisé.
